



COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ

SÉANCE DU 27 NOVEMBRE 2025

DCM251127_007

AVANCE SUR SUBVENTION A LA CAISSE DES ECOLES
AVANT VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026

Le Maire de Saint André certifie
que le compte rendu de cette
délibération a été affiché à la porte
principale de la mairie :
le 02 décembre 2025

Que la convocation a été faite le 21
novembre 2025

Le nombre de membre en exercice
étant de 45 :

Présents :	32
Représentés :	5
Absents :	8
Total des votes :	37

L'an deux mille vingt cinq, le vingt sept novembre le conseil municipal
de SAINT-ANDRÉ s'est réuni, après convocation légale, sous la
présidence de Monsieur Joé BEDIER, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

Monsieur BEDIER Joé, Monsieur PEQUIN Jean-Marc, Monsieur
RAMASSAMY Laurent, Monsieur CONSTANT Jean-Paul, Madame
SOUPOU Alexa, Monsieur RAMIN Jean Yannick, Monsieur PAPAYA
Laurent, Monsieur NAZE Gilles, Madame MANGAR RAZEBASSIA
Jimmye, Monsieur GOURAMA Jean-Pierre, Monsieur GRONDIN
Jimmy, Madame VIRAPIN KICHENIN Marie Linda, Madame
SABABADY Marie Josette, Madame CERVEAUX Adélaïde,
Monsieur MAZEAU Michel, Madame ALAMELE Maryse Brigitte,
Monsieur MOUTAMA RAMAYE Alain, Monsieur PERRIER Charles,
Monsieur PARVEDY Georges, Madame LARIVIERE Marie,
Monsieur SOUBAYA PAJANIANDY Mickaël, Madame BALBINE
Valérie Larissa, Madame POINY-TOPLAN Stéphanie, Madame
PERMACAONDIN Isabelle, Monsieur VIRAPOULLE Jean-Marie,
Madame CHANE-TO Marie Lise, Madame RAMIN Odile, Madame
PAYET BEN HAMIDA Viviane, Monsieur FENELON Jean Claude,
Monsieur SINARETTY RAMARETTY Alain Bernard, Madame
LATCHOUMY Rosange, Monsieur BARBE Ludovic

ETAIENT REPRESENTES :

Madame PAYET Catherine Anne, Madame GRONDIN Migline,
Monsieur SAÏD Moussa, Madame PERIANIN CARPIN Audrey,
Monsieur SINAMA Sydney

ETAIENT ABSENTS :

Madame CEVAMY Primilla, Monsieur ASSICANON Jean Thierry,
Monsieur MAILLOT Serge René, Madame PRAUD Elodie, Madame
DIJOUX Sabrina, Monsieur MARTIN Jean-Paul, Monsieur
SOUPRAMANIEN Stéphane, Madame NAUD CARPANIN Marie
Hélène

LE QUORUM ÉTANT ATTEINT, LE CONSEIL MUNICIPAL PEUT VALABLEMENT DÉLIBÉRER

- *Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment en son article L 1612-1*

I. CONTEXTE

Il est rappelé les dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoient que :

dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Considérant que le vote du budget primitif de la CDE n'interviendra qu'à partir de la mi avril 2026,

Considérant que la CDE doit se retrouver en capacité de poursuivre la phase comptable des dépenses,

Considérant que le versement de la subvention à la CDE ne peut intervenir qu'après l'approbation du Budget Primitif de la Ville, sauf en cas de délibération antérieure autorisant le versement d'une subvention,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir verser une avance sur la subvention 2026 à la Caisse des Ecoles de Saint-André afin de lui permettre de mener à bien ses missions locales dans l'attente du vote du budget primitif. Cette avance s'élève à 162 500 €uros soit 1/4 de la subvention allouée au budget primitif 2025,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

Article 1 :

- De décider de verser une avance sur la subvention de la Caisse des Ecoles de Saint-André pour un montant de 162 500 €uros dans l'attente du vote du budget primitif 2026 ;

Article 2 :

- De dire que la somme correspondant à cette avance sera inscrite au budget primitif 2026 de la Ville – Article 657364 « subvention de fonctionnement à la CDE » - Chapitre 65 « Autres Charges de Gestion Courante ».

Conformément à la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, la présente délibération fera l'objet d'une publication sur le site internet de la ville dans un délai de huit jours suivant le conseil.

Pour extrait conforme
Saint-André le